

LE TAPSA

UN PROGRAMME MONDIAL POUR RÉUSSIR LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE



**TERRE
SOLIDAIRE**

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	3
1. QUI SOMMES-NOUS ?	4
2. ENJEUX ET DÉFIS DE L'AGROÉCOLOGIE PAYSANNE ET SOLIDAIRE	8
L'urgence de changer de modèle agricole et alimentaire	10
L'agroécologie : l'alternative agronomique, environnementale et socio-économique	11
3. LE TAPSA, UN PROGRAMME MULTI-ÉCHELLES ET PLURI-ACTEURS DE DÉFENSE DE L'AGROÉCOLOGIE	14
Dynamiques territoriales	16
Dynamiques régionales	16
Dynamiques mondiales	16
Localisation et destinataires (infographie)	18
4. EXEMPLES D'INITIATIVES DU PROGRAMME	20
Soutenir les actions en faveur de l'agroécologie paysanne et solidaire au niveau local	22
a. Production, transformation et commercialisation	22
b. Gestion et gouvernance des ressources	23
c. Sensibilisation et plaidoyer local	24
Renforcer les acteurs et les réseaux de l'agroécologie	25
a. Renforcement des capacités d'analyse, d'action et d'influence au niveau régional	25
b. Suivi-évaluation et capitalisation d'expériences	26
c. Renforcer l'action conjointe entre le CCFD-Terre Solidaire et ses partenaires	26
5. UN PROGRAMME APPRENANT AUX EFFETS MULTIPLES	28
Multiplication et diffusion des initiatives en faveur de la transition agroécologique	30
Renforcement des compétences en gestion de projet	31
Renforcement des capacités d'analyse, d'action et d'influence des partenaires	31
Structuration des sociétés civiles	31
Renforcement des capacités de suivi-évaluation	31

Directrice de la publication : Virginie Amieux

Coordination : Direction de la communication et de l'information

Rédaction : Équipe TAPSA (Aurélie Austry, Georges Brochier, Pascaline Perraud, Coline Podlunsek, Robin Villemaine)

Conception graphique : Michaël Bouffard

Crédits : Patrick Piro (couverture, p. 5, 27), CCFD-Terre Solidaire (p. 7, 9, 21, 27), Jean-Claude Gerez / CCFD-Terre Solidaire (p. 12-13, 29), Damien Cousin / CCFD-Terre Solidaire (p. 15), Pascaline Perraud (p. 17, 21, 22)

Référence : 304 01 25

Dépôt légal : novembre 2024

Papier certifié PEFC



RÉSUMÉ

Le TAPSA – Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire – est un programme conçu et mis en œuvre par le CCFD-Terre Solidaire et ses partenaires. Il vise à renforcer le mouvement social en faveur de l'agroécologie paysanne et solidaire afin de soutenir le développement de systèmes agricoles et alimentaires sains, justes et résilients.

Ce programme d'envergure mondiale est mis en œuvre depuis 2018 dans six zones géographiques : Sahel, Afrique des Grands Lacs, Andes, Timor Leste, Moyen-Orient et France. Depuis 2022, il est entré dans sa seconde phase qui court jusqu'en 2026.

Le TAPSA implique 27 partenaires directs, principalement des ONG nationales de développement rurales et des organisations paysannes. Ces structures sont étroitement associées à la conception et au pilotage du programme au niveau de chaque zone d'intervention.

Le TAPSA promeut une conception systémique de l'agroécologie paysanne à l'échelon des systèmes agricoles et alimentaires. Au-delà des aspects techniques et productifs, le programme entend renforcer l'inclusion politique des paysans et le respect de leurs droits, la gestion concertée des ressources et l'émergence de cadres politiques favorables à l'essor de l'agroécologie dans une perspective d'équité sociale et de justesse écologique.

Pour cela, le TAPSA articule une diversité de leviers d'action, selon une logique multi-échelle et multi-acteur, pour agir du local au mondial. Il associe étroitement accompagnement stratégique et technique, mobilisation citoyenne et plaidoyer. Ses deux principaux objectifs sont :

- Soutenir la multiplication d'initiatives en faveur de l'agroécologie paysanne
- Renforcer les acteurs de la société civile engagés pour l'agroécologie paysanne et leur capacité à faire mouvement » à différentes échelles.

Au total, le programme TAPSA bénéficie à plus de 60 000 unités de production agricole familiale et contribue au renforcement de près de 5000 institutions et organisations paysannes.

Le programme TAPSA est financé, notamment, par l'Agence française de développement (AFD), le CCFD-Terre Solidaire, la Sidi, la Fondation ACTES, Manos Unidas, la Région Bourgogne-Franche Comté, la Région Nouvelle-Aquitaine, la Fondation de France.



1

QUI SOMMES-NOUS ?





Première ONG française de solidarité internationale, le CCFD-Terre Solidaire lutte depuis plus de 60 ans contre les causes de la faim. Elle donne les moyens d'agir aux acteurs de terrain et aux sociétés civiles, ici et là-bas.

Le CCFD-Terre Solidaire accompagne et soutient des organisations locales partout dans le monde, mobilise les citoyens et les citoyennes contre toutes les formes d'injustices et agit pour obtenir des transformations systémiques aux niveaux national et international.

Pour le CCFD-Terre Solidaire, renforcer les capacités d'agir des sociétés civiles en faveur d'un développement non colonial et respectueux des populations constitue un enjeu central. Loin des pratiques d'assistance, notre ONG apporte, dans la durée, un soutien technique et financier à des organisations partenaires, engagées dans des dynamiques de transformations sociales aux niveaux territorial, régional et mondial. Ces organisations sont reconnues pour leur ancrage et leur grande capacité d'influence et de rayonnement, grâce à l'étendue de leur base sociale, la connaissance de leur environnement et leur faculté à créer des liens et échanger avec les diverses parties prenantes du

changement, en particulier les autorités. L'accompagnement du CCFD-Terre Solidaire favorise les apprentissages croisés et renforce les dynamiques collectives, au moyen d'actions d'assistance technique, de formation et de mise en réseau.

Le CCFD-Terre Solidaire est lui-même un acteur de transformation sociale à travers ses actions de mobilisation citoyenne avec près de 7 500 bénévoles sur le territoire français. Ces équipes locales sont très actives au sein des tissus associatifs. Elles organisent de nombreuses actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, de mobilisation et de plaidoyer local. Elles bénéficient de la reconnaissance des pouvoirs publics, ce qui leur permet d'agir notamment au sein des institutions éducatives.

Le CCFD-Terre Solidaire est aussi reconnu pour ses actions de plaidoyer au niveau national et international. Son équipe d'experts pleinement engagée sur les thématiques de la souveraineté alimentaire, de la justice économique et de la justice climatique fait entendre la voix du CCFD-Terre Solidaire et de ses partenaires au sein de nombreux espaces de concertation pluri-acteurs en France, en Europe et dans le monde¹.

CHIFFRES CLÉS

500

partenaires locaux
soutenus chaque année

72

pays concernés

2,4

millions de personnes
de toutes convictions religieuses et
politiques bénéficiant de meilleures
conditions de vie

1. Le CCFD-Terre Solidaire est notamment membre du Groupe interministériel sur la sécurité alimentaire (GISA) en France et détient un statut de membre consultatif au sein du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones pour les relations avec le Comité de Nations unies sur la sécurité alimentaire (CSA).



Le développement dans la durée n'est possible que s'il est initié, décidé, géré et coordonné par les sociétés concernées et adapté aux réalités sociopolitiques locales (...). Cela suppose un contexte de paix, la reconnaissance de la société civile et de ses corps intermédiaires, l'égalité des droits notamment entre les hommes et les femmes...

Extrait de la définition du développement par le CCFD-Terre Solidaire



2

ENJEUX ET DÉFIS DE L'AGROÉCOLOGIE PAYSANNE ET SOLIDAIRE





L'URGENCE DE CHANGER DE MODÈLE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE

Tous les signaux sont au rouge et invitent au même constat : les systèmes agricoles et alimentaires doivent profondément changer pour pouvoir nourrir les populations de façons saines et durables, dans un monde confronté aux chocs climatiques, à la raréfaction des ressources et à l'aggravation des tensions géopolitiques.

Le modèle agro-industriel érigé comme seul horizon souhaitable depuis près d'un siècle se révèle incapable de résoudre la difficile équation de la faim dans le monde. Il est à l'origine de régimes alimentaires trop gras et trop sucrés, entraînant une explosion des maladies comme l'obésité, le diabète, les cancers². Les pays du Sud ne sont pas épargnés par ce fléau : ils subissent un double fardeau nutritionnel avec des problèmes de sous-alimentation et de suralimentation. À cela s'ajoutent les nombreuses maladies, intoxications et décès du fait de l'utilisation croissante des pesticides et fertilisants de synthèse promus par l'agro-industrie.

Par ailleurs, le système agro-industriel détruit les écosystèmes et leurs biodiversités, pollue et épuise les ressources, dégrade les sols. Il nous conduit dans une impasse climatique et écologique, alors que les effets du dérèglement climatique s'affirment comme l'une des principales causes des pertes agricoles dans le monde et de hausse de la faim. Les règles du commerce international, favorables à l'agro-industrie, engendrent de fortes dépendances qui sont sources de tensions au niveau des marchés et fragilisent l'accès

à l'alimentation. La vulnérabilité du modèle agro-industriel s'exprime également à travers sa dépendance à un marché international de plus en plus tendu et instable. Cette dépendance fragilise l'accès à l'alimentation.

Dans un monde toujours fortement affecté par la pauvreté et les conflits, les conséquences économiques et sociales négatives des activités agro-industrielles ont des répercussions directes sur le bien-vivre des populations notamment paysannes, les plus touchées par la faim. Celles-ci subissent la concentration et la dégradation des ressources, la mise en concurrence dévastatrice, les expropriations, la violation de leurs droits fondamentaux et l'exil forcé.

**DEPUIS 2015,
LE MONDE NE PARVIENT PLUS
À FAIRE RECULER LA FAIM.
ELLE TOUCHE EN 2023
PLUS DE 9% DE LA POPULATION
ET 36% DE PERSONNES DE PLUS
QU'IL Y A 10 ANS³**

CHIFFRES CLÉS

733

millions de personnes
ont souffert de la faim

2,33

milliards de personnes
étaient en situation
d'insécurité alimentaire

2. FAO et al, 2024. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024.

3. https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/07/24/la-lutte-contre-la-faim-dans-le-monde-ne-progresse-pas-un-aveu-d-echec-terrible_6257216_3244.html

L'AGROÉCOLOGIE PAYSANNE, UN CHEMIN VERS LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

Pour le CCFD-Terre Solidaire, elle doit être la clé de voûte des systèmes agricoles et alimentaires, afin de réduire l'empreinte écologique et climatique de l'agriculture, améliorer la sécurité et la souveraineté alimentaire des populations, dans une perspective de justice sociale et de respect des droits humains.

La notion d'agroécologie paysanne et solidaire développée par le CCFD-Terre Solidaire, renvoie ainsi à une approche globale de l'agriculture et plus largement des sociétés. Plutôt que de limiter son champ à une approche technique au niveau des parcelles ou des unités de production agricole, le CCFD-Terre Solidaire adopte une approche systémique de l'agroécologie qui appréhende l'ensemble des systèmes alimentaires au niveau des territoires et au-delà. Cette démarche implique de relever les défis d'une production agricole durable, de promouvoir une gestion concertée des ressources naturelles et de renforcer les marchés et filières locales.

Pour cela, l'agroécologie paysanne et solidaire accorde une place centrale aux paysans et paysannes. Elle les soutient dans la lutte pour leurs droits et les encou-

rage à participer aux décisions politiques agricoles et alimentaires sur leur territoire. L'agroécologie paysanne est un projet de société. Le CCFD-Terre Solidaire considère donc que la responsabilité de la transition agroécologique est collective et ne peut donc uniquement peser sur les épaules des paysans et des paysannes. Pour que l'agroécologie devienne un pilier de la durabilité de nos sociétés, celles-ci doivent changer en conséquence. Il est donc nécessaire d'agir sur les conceptions, les valeurs et les normes qui sous-tendent les choix techniques et politiques. Ce travail de conversion des cœurs et des cerveaux, doit s'accompagner d'un important travail de plaidoyer afin d'inscrire le modèle agroécologique au sein même des institutions et d'inciter les États à créer les conditions favorables à son essor.



La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect de leur culture, produite à l'aide de méthodes socialement justes, durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit collectif de déterminer leurs propres politiques, stratégies et systèmes de production, de distribution et de consommation des aliments.

Déclaration de Nyéléni 2007





Pour le CCFD Terre Solidaire, l'agroécologie paysanne et solidaire est une approche globale de l'agriculture – et plus largement des sociétés. Elle vise à favoriser l'émergence de systèmes agricoles et alimentaires équitables permettant aux paysans de vivre de leur métier et à l'ensemble de l'humanité d'avoir accès à des produits de qualité. Elle vise indissociablement à gérer de façon juste et responsable les biens communs que sont l'eau, la terre, l'air, la biodiversité et le climat.

Pour parvenir à ces fins, l'agroécologie paysanne et solidaire promeut : des agricultures diversifiées qui s'appuient sur les synergies naturelles entre espèces plutôt que sur les intrants de synthèse ; des systèmes alimentaires diversifiés gérés de façon concertée et davantage ancrés dans les territoires dans une perspective de souveraineté alimentaire ; des politiques publiques et une régulation de l'économie mondiale contre la déprédation sociale et environnementale, et pour plus de solidarité.

Elle place ainsi les paysans, paysannes, citoyens et citoyennes au centre de la gouvernance des systèmes agricoles et alimentaires et des ressources naturelles, et plus largement, au cœur des politiques et processus de transformation de nos sociétés.

**Extrait de la note de positionnement du CCFD-Terre Solidaire
« Pour une agroécologie paysanne et solidaire ! » / ccfd-terresolidaire.org**

3

LE TAPSA, UN PROGRAMME MULTI-ÉCHELLES ET PLURI-ACTEURS DE PROMOTION DE L'AGROÉCOLOGIE PAYSANNE ET SOLIDAIRE

L'objectif général du programme TAPSA – Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire – déployé par le CCFD-Terre Solidaire et ses partenaires dès 2018, est de contribuer durablement à la souveraineté alimentaire au sein des territoires, en renforçant les dynamiques de mobilisation des sociétés civiles engagées pour une transition vers une agroécologie paysanne et solidaire.





DYNAMIQUES TERRITORIALES

La première composante du programme vise à multiplier et soutenir les initiatives en faveur de l'agroécologie paysanne et solidaire au niveau territorial afin de répondre aux besoins directs des populations et d'impulser des dynamiques locales. À cette échelle, les projets sont conçus, dirigés et mis en œuvre par les partenaires du programme, compte-tenu des spécificités et des enjeux locaux identifiés comme prioritaires. Ces projets associent étroitement les acteurs des territoires et articulent plusieurs entrées thématiques : accompagnement technique, transformation et commercialisation, gestion et gouvernance des ressources naturelles, plaidoyer et mobilisation citoyenne, sensibilisation des consommateurs

Cet échelon local est fondamental dans le programme TAPSA. Il est en effet essentiel que les dynamiques de transition agroécologique partent des réalités socio-économiques, politiques et biophysiques des territoires et impliquent les populations concernées.

DYNAMIQUES RÉGIONALES

Cette deuxième composante du programme, appuie la création ou le renforcement de réseaux et de collectifs pluri-acteurs au niveau régional et national. Cet objectif du TAPSA, piloté par le CCFD-Terre Solidaire avec ses partenaires, favorise les changements systémiques et d'échelle du modèle.

Les rencontres au sein des régions – via des voyages d'études, l'organisation d'événements, de formations – constituent autant de temps forts du programme. Elles ouvrent des espaces favorables à l'interconnaissance et à la construction de la confiance entre les partenaires et alliés invités, pour dynamiser le partage d'expériences, l'action collective et donner du souffle à l'engagement.

L'APPUI FONDAMENTAL DES COORDINATIONS RÉGIONALES

Des coordinations régionales ont été mises en place dans chaque zone d'intervention. Elles assurent un suivi rapproché des projets des partenaires sur les plans technique, administratif et financier. Les coordinations facilitent également la gouvernance et la mise en œuvre des volets d'action régionaux, en étroite collaboration avec les organisations partenaires et le CCFD-Terre Solidaire. Ces coordinations sont composées à minima d'un coordinateur opérationnel et d'un coordinateur financier, salariés d'une des organisations partenaires de la zone. Ces espaces permettent une inclusion efficace des partenaires dans la gouvernance du programme.

DYNAMIQUES MONDIALES

La mise en lien s'effectue également au niveau mondial entre les différentes zones d'intervention du programme. Elle vise d'une part à élargir et enrichir les horizons de réflexions des différents acteurs et d'autre part à renforcer le mouvement social en faveur de l'agroécologie. Les bénévoles et la direction du plaidoyer du CCFD-Terre Solidaire sont particulièrement impliqués sur ce volet. Avec les partenaires, ils construisent des ponts entre nos territoires et visibilisent nos interdépendances.

L'INTÉGRATION DU TERRITOIRE FRANÇAIS

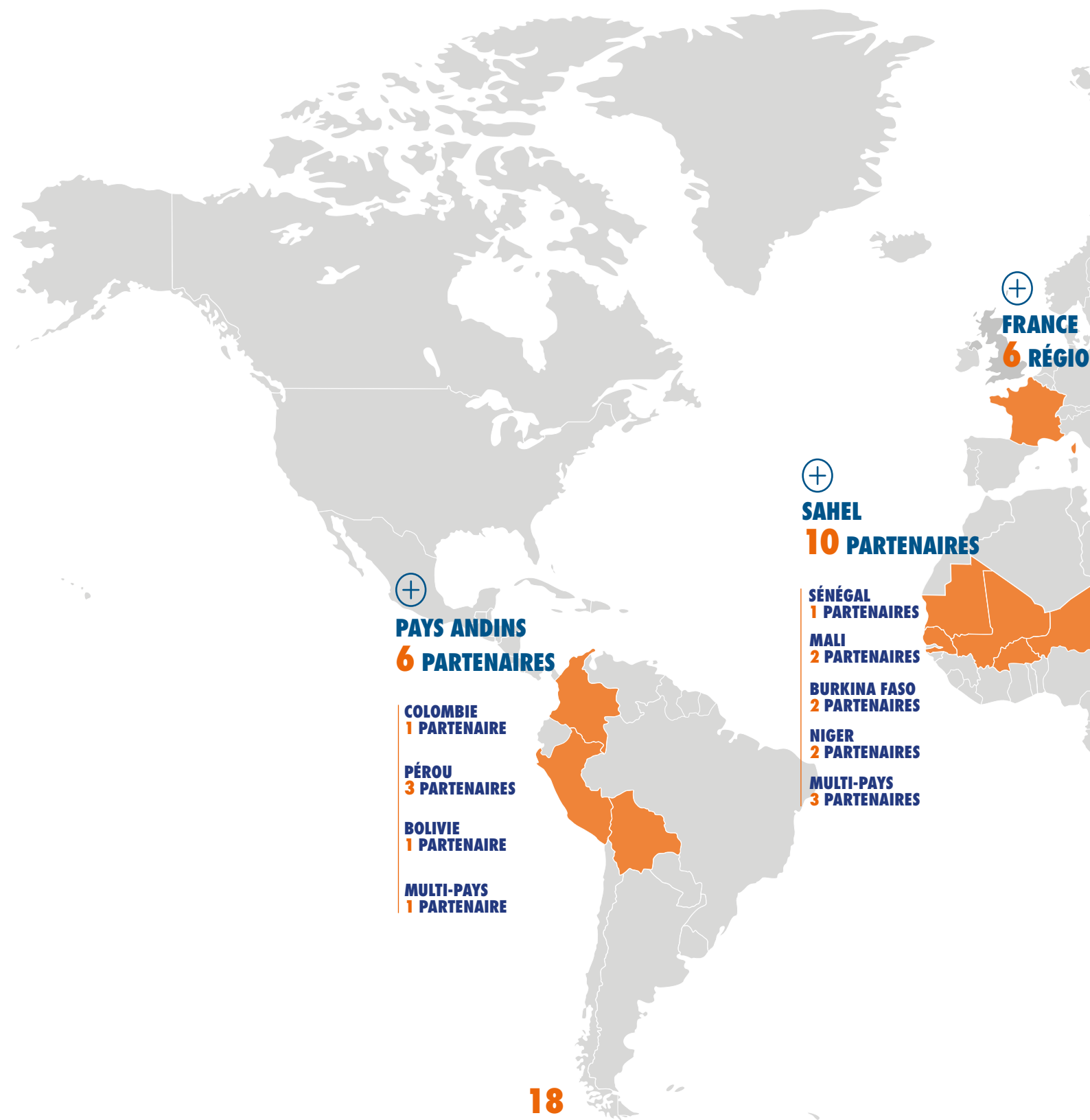
Cette mise en résonance des enjeux de l'agroécologie paysanne et solidaire entre les zones d'intervention du TAPSA et la France est estimée nécessaire à plusieurs titres. D'une part, la France est elle-même confrontée aux enjeux et défis de la transition agroécologique et qu'elle a beaucoup à apprendre d'autres contextes pour alimenter son imaginaire et son réservoir de solution. D'autre part, la France reste un des principaux promoteurs de l'agro-industrie et que son poids politique et économique continue d'influencer les systèmes alimentaires des autres zones d'intervention. Enfin, cet engagement se fonde sur l'idée que, pour être en capacité d'établir un dialogue réciproque et légitime avec les sociétés civiles des Suds, le CCFD-Terre Solidaire doit lui-même être acteur de transformation sociale dans son pays.



LOCALISATION ET DESTINATAIRES

Le programme TAPSA est déployé dans 6 régions du monde et 14 pays.

- **Sahel** : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal
- **Afrique des Grands Lacs** : Burundi, République Démocratique du Congo, Rwanda
- **Pays andins** : Bolivie, Colombie, Pérou
- **Asie du Sud-Est** : Timor-Leste
- **Moyen-Orient** : Égypte, Liban
- **Europe** : France



DESTINATAIRES DIRECTS

Les destinataires du TAPSA se situent à différents niveaux d'actions. Les premiers destinataires sont les partenaires et mouvements sociaux acteurs du programme. Ces derniers sont renforcés dans leurs capacité d'action. Leurs initiatives ciblent un second niveau de destinataires, la population locale, destinataire finale du programme.

LES PAYSANS ET LEURS ORGANISATIONS

- 60 000 unités de production agricole familiale ;
- 6 100 jeunes entrepreneurs soutenus dans leurs projets agroécologiques ;
- 4 600 groupements et organisations paysannes locales ;
- 13 800 élèves de 195 établissements scolaires bénéficiant de programmes d'éducation à l'environnement.

LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE D'APPUI À LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE

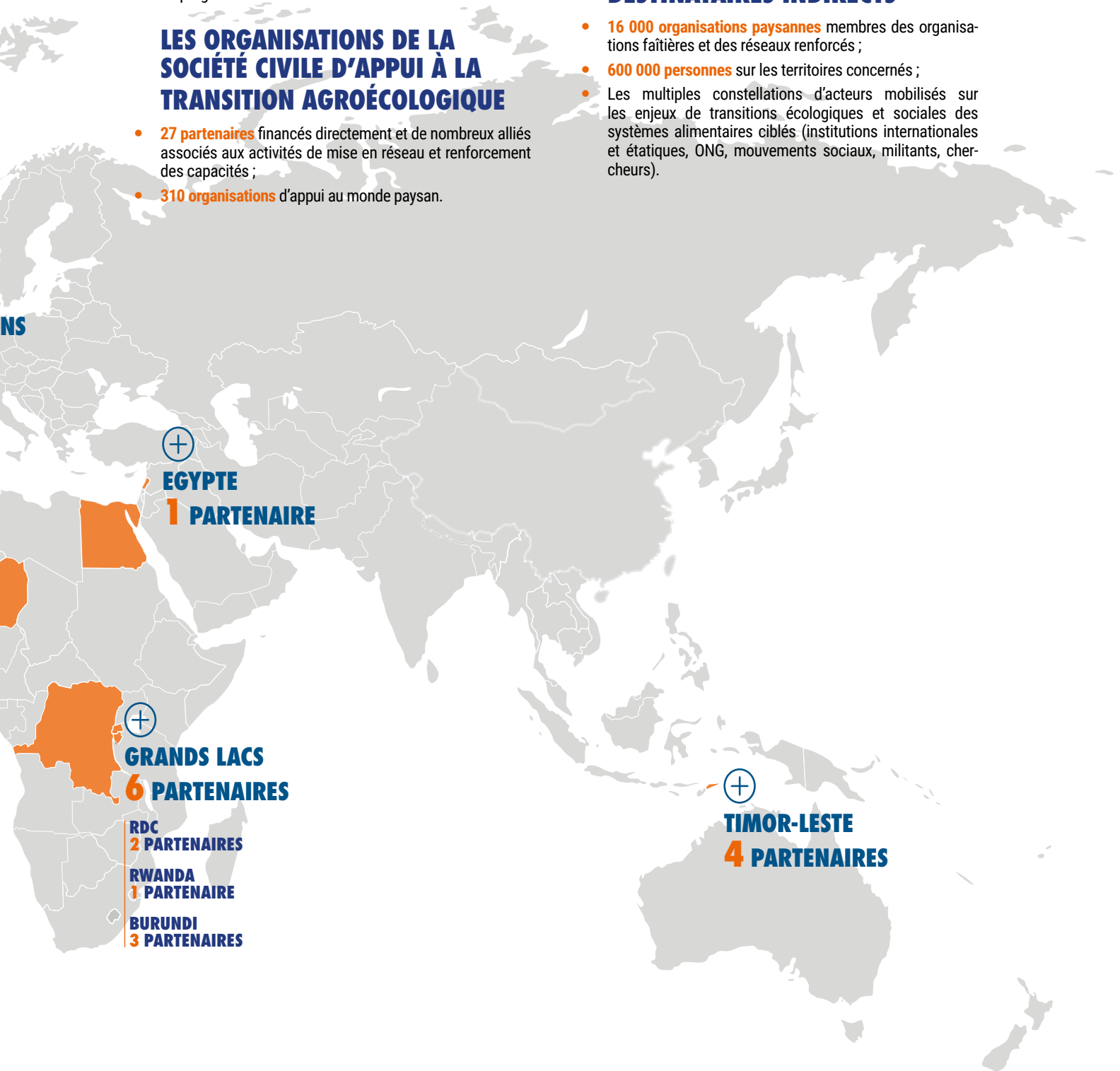
- 27 partenaires financés directement et de nombreux alliés associés aux activités de mise en réseau et renforcement des capacités ;
- 310 organisations d'appui au monde paysan.

LES AUTORITÉS ADMINISTRATIVES ET SERVICES PUBLICS

- 277 entités administratives décentralisées ciblées par les activités de plaidoyer, de renforcement des espaces de gouvernance et de gestion des ressources naturelles ;
- 47 universités et instituts de formation.

DESTINATAIRES INDIRECTS

- 16 000 organisations paysannes membres des organisations faitières et des réseaux renforcés ;
- 600 000 personnes sur les territoires concernés ;
- Les multiples constellations d'acteurs mobilisés sur les enjeux de transitions écologiques et sociales des systèmes alimentaires ciblés (institutions internationales et étatiques, ONG, mouvements sociaux, militants, chercheurs).



4

EXEMPLES D'INITIATIVES DU PROGRAMME





SOUTENIR LES ACTIONS EN FAVEUR DE L'AGROÉCOLOGIE PAYSANNE ET SOLIDAIRE AU NIVEAU LOCAL

PRODUCTION, TRANSFORMATION ET COMMERCIALISATION

Les partenaires du TAPSA mènent des initiatives avec les populations paysannes et leurs organisations sur différents maillons des systèmes alimentaires et agricoles : de la production de semences à la vente de produits locaux et agroécologiques sur les marchés.



GRANDS LACS



Dans les Grands Lacs, le partenaire Acord Rwanda accompagne près de 2 000 unités de productions familiales des districts de Bugesera, Kamnnyi, Ngororero et Musanze. La méthodologie d'intervention s'inspire de l'approche « *paysans à paysans* ». Elle s'appuie sur les associations villageoises de solidarités, les Amahuriro, au sein desquelles des paysans-relais sont formés et chargés d'accompagner leurs pairs. L'expérience acquise lors de la première phase du TAPSA a abouti à l'élaboration d'un guide technique agroécologique (rotation des cultures, paillage, agroforesterie, production de fumure organique, gestion des semences, gestion de l'eau, etc.).



SAHEL



Au Sahel, la production de produits maraîchers en zone péri-urbaine et rurale augmente régulièrement, et avec elle, l'utilisation des intrants de synthèse. Dans la région de Kayes, au sud-est du Mali, les consommateurs prennent de plus en plus conscience des risques sanitaires liés à la consommation d'aliments issus de cette agriculture. Et pour les producteurs en agroécologie, de la nécessité de trouver des débouchés rémunérateurs. Ce contexte a incité trois organisations partenaires à créer un point de vente dédié aux produits agroécologiques. Cette boutique, ouverte en 2019 et gérée par un comité de producteurs, s'affirme comme un lieu de rencontre entre producteurs et consommateurs, d'échange d'expériences et de sensibilisation du grand public.

GESTION ET GOUVERNANCE DES RESSOURCES

La transition agroécologique à l'échelle des paysages et des territoires implique de mettre en place de nouvelles formes de gestion collective des ressources naturelles et de gouvernance locales. Le programme TAPSA favorise les processus de concertation entre acteurs et l'inclusion des paysannes et paysans dans ces espaces.



TIMOR

Au Timor-Leste, le partenaire Kdadalak Sulimutuk Institute (KSI) réalise un travail approfondi de mise à jour du Tara Bandu, un ensemble de normes coutumières et de pratiques de gestion des ressources et de régulation sociale. Le Tara Bandu repose sur le principe de sagesse écologique. Il constitue un capital social d'une grande valeur pour prévenir et résoudre les conflits, notamment concernant les questions d'accès à la terre. KSI appuie les autorités locales coutumières et les élus municipaux, responsables du déploiement et de la mise en œuvre du Tara Bandu. KSI cherche par ailleurs à renforcer les dynamiques collectives, la démocratie locale et la cohésion sociale afin d'inclure la population et les différents acteurs du territoire dans les processus d'actualisation des normes locales et lois nationales aux nouvelles réalités et enjeux.



PÉROU



Dans les Andes péruviennes, le partenaire CooperAcción accompagne attentivement les processus de concertation territoriale au sein des communautés. Des plans concertés d'aménagement du territoire sont négociés collectivement afin de prioriser les problèmes à résoudre, définir de nouveaux objectifs et les actions à planifier. En particulier en ce qui concerne la gestion de l'eau, un enjeu vital pour les communautés.

Ces concertations permettent une approche intégrée à l'échelon du micro-bassin : reforestation et protection des têtes de bassins versants et sources, aménagement d'infrastructures antiérosives favorisant l'infiltration de l'eau, construction de retenues collinaires et canaux d'irrigation. En outre, ces plans concertés favorisent la cohésion sociale et deviennent des outils stratégiques pour orienter l'action publique.

SENSIBILISATION ET PLAIDOYER LOCAL

Le programme TAPSA soutient de nombreuses actions de sensibilisation des populations en collaboration avec les institutions éducatives mais également de nombreuses actions d'information et de responsabilisation des décideurs politiques locaux.



TIMOR



Au Timor Leste, Permatil organise chaque année des rencontres locales et nationales autour de la permaculture et de l'agroécologie paysanne intitulées Permayouth camps. L'objectif est de former, sensibiliser et soutenir les initiatives des jeunes dans les domaines de l'agriculture et de l'environnement. Ces échanges sont sources d'inspiration et de construction politique de la jeunesse autour de valeurs écologiques et sociales. Ils renforcent leur capacité de dialogue et favorisent l'action collective. Ces rencontres remportent un grand succès et bénéficie d'un rayonnement international avec la participation de nombreuses personnalités politiques et parties prenantes de l'agroécologie (universités, organisations de la société civile, bailleurs de fonds, etc.).



FRANCE



En France, une caravane itinérante du CCFD-Terre Solidaire sensibilise les habitants de la région Aquitaine aux enjeux de la transition agroécologique avec cette idée de départ : « *N'attendons pas que le public vienne à nous, mais allons plutôt vers lui.* » Au total, l'itinéraire de la caravane compte déjà 26 étapes pour se rendre dans des festivals citoyens, des établissements scolaires ou des domaines viticoles. Au fil des rencontres, des outils de sensibilisation sont conçus pour promouvoir l'agroécologie.

RENFORCER LES ACTEURS ET RÉSEAUX DE L'AGROÉCOLOGIE

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'ANALYSE, D'ACTION ET D'INFLUENCE AU NIVEAU RÉGIONAL

Le programme TAPSA renforce les capacités des acteurs de l'agroécologie à la fois par un accompagnement individualisé des parties prenantes et par la dynamisation de collectifs aux échelons nationaux ou régionaux.



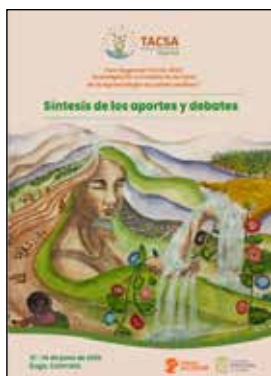
LIBAN



Au Moyen-Orient, un voyage d'étude au Liban a permis à IDAM, partenaire égyptien du CCFD-Terre Solidaire, de bénéficier d'une formation au sein de la ferme agroécologique de Buzuruna Juzuruna, également partenaire. Cette rencontre a constitué un tournant majeur pour IDAM quant à son positionnement stratégique sur l'agroécologie dans le contexte égyptien où les acteurs sont majoritairement contraints à des pratiques agricoles industrielles et intensives.



COLOMBIE



Dans les pays andins, le partenaire colombien IMCA a accueilli dans ses locaux à Buga, le quatrième forum TAPSA régional, regroupant des représentants du Pérou, de Colombie, de Bolivie et d'Equateur, et intitulé Recherche et plaidoyer en faveur de l'agroécologie dans les pays andins – en partenariat avec l'université nationale de Colombie. L'objectif était de dresser le bilan des stratégies de promotion de l'agroécologie et de favoriser des synergies entre ONG, mouvements sociaux et monde de la recherche.

À l'issue de ce Forum, la Déclaration de Buga – *Horizons pour le plaidoyer et la recherche en faveur de l'agroécologie et le Bien Vivre*³ – et deux documents de capitalisation de l'évènement ont été rédigés pour alimenter les réflexions et le plaidoyer.

3. En savoir plus : ccfd-terresolidaire.org/pays-andins-forum-tapsa-agroecologie-buga-2023/

SUIVI-ÉVALUATION ET CAPITALISATION D'EXPÉRIENCES

Le CCFD-Terre Solidaire accorde la plus grande attention à l'évaluation des interventions et à la capitalisation d'expériences dans une logique de transparence mais aussi d'apprentissage. Les connaissances produites permettent de renforcer la communauté d'acteurs et de nourrir les plaidoyers.



BURUNDI



Au Burundi, la démarche d'évaluation orientée « *changements* » a été expérimentée avec le partenaire INADES Formation Burundi dans la province du Kirundo. Un premier bilan a mis en évidence la nécessité d'actualiser les connaissances sur les dynamiques de transformation agraire au niveau local, pour mieux comprendre les enjeux et défis de la transition agroécologique. Dans un deuxième temps, le partenaire a réalisé un travail d'explicitation de la théorie du changement, utile pour mieux cerner les effets escomptés des interventions et identifier les indicateurs d'évaluation. Ce premier cycle s'est conclu par la collecte, l'analyse et la mise en discussion des données afin d'ajuster le projet. Lors de la deuxième phase du programme, un travail approfondi d'évaluation du fonctionnement et des effets des « *chaines de solidarité animale* ». Ce dispositif incite les bénéficiaires d'animaux, obtenus grâce au projet, à faire, à leur tour, don d'animaux à d'autres bénéficiaires après les premières portées. Ces chaînes sont mises en place par plusieurs partenaires, ce qui permet un travail de capitalisation d'intérêt régional.

Parallèlement, un partenariat a été consolidé avec l'institut des sciences agronomiques du Burundi et l'université du Burundi dans le cadre d'une « *recherche-action participative* » sur les biopesticides.

RENFORCER LE MOUVEMENT SOCIAL MONDIAL POUR L'AGROECOLOGIE PAYSANNE

Initiée au niveau régional, la mise en réseau des acteurs se déploie également au niveau mondial via l'organisation de rencontres et d'actions collectives entre les différentes régions d'intervention du programme. Des regards croisés entre les régions françaises et différents territoires des Suds ainsi que la co-construction de plaidoyer commun en faveur d'une régulation plus contraignante des pesticides compte parmi les activités phares du programme.



SÉNÉGAL / FRANCE



Un lycée agricole en Casamance et trois établissements de l'enseignement agricole des Hauts-de-France construisent un projet pédagogique de sensibilisation aux enjeux de la transition agroécologique dans les contextes respectifs. Avec le soutien de leurs enseignants, les élèves redécouvrent leurs propres territoires à la recherche d'acteurs engagés en faveur de l'agroécologie paysanne. Ils conçoivent sur cette base des parcours « *découverte* » afin de faire connaître à d'autres ces initiatives agroécologiques. Nos partenaires sénégalais sont invités à découvrir les parcours réalisés en France, tandis qu'un groupe d'élèves des Hauts de France se rendra en Basse-Casamance pour arpenter les parcours construits par les élèves du Lycée de Bignona.



SAHEL / FRANCE

Le CCFD-Terre Solidaire et les acteurs sahéliens mènent conjointement un plaidoyer pour une meilleure régulation des pesticides. Au Sahel, le développement du maraîchage entraîne une utilisation exponentielle des pesticides de synthèse. L'utilisation anarchique de ces substances, souvent prohibées en Europe en raison de leur toxicité, a des répercussions sanitaires d'une extrême gravité (malformation, mortalité infantile, maladies dégénératives...).



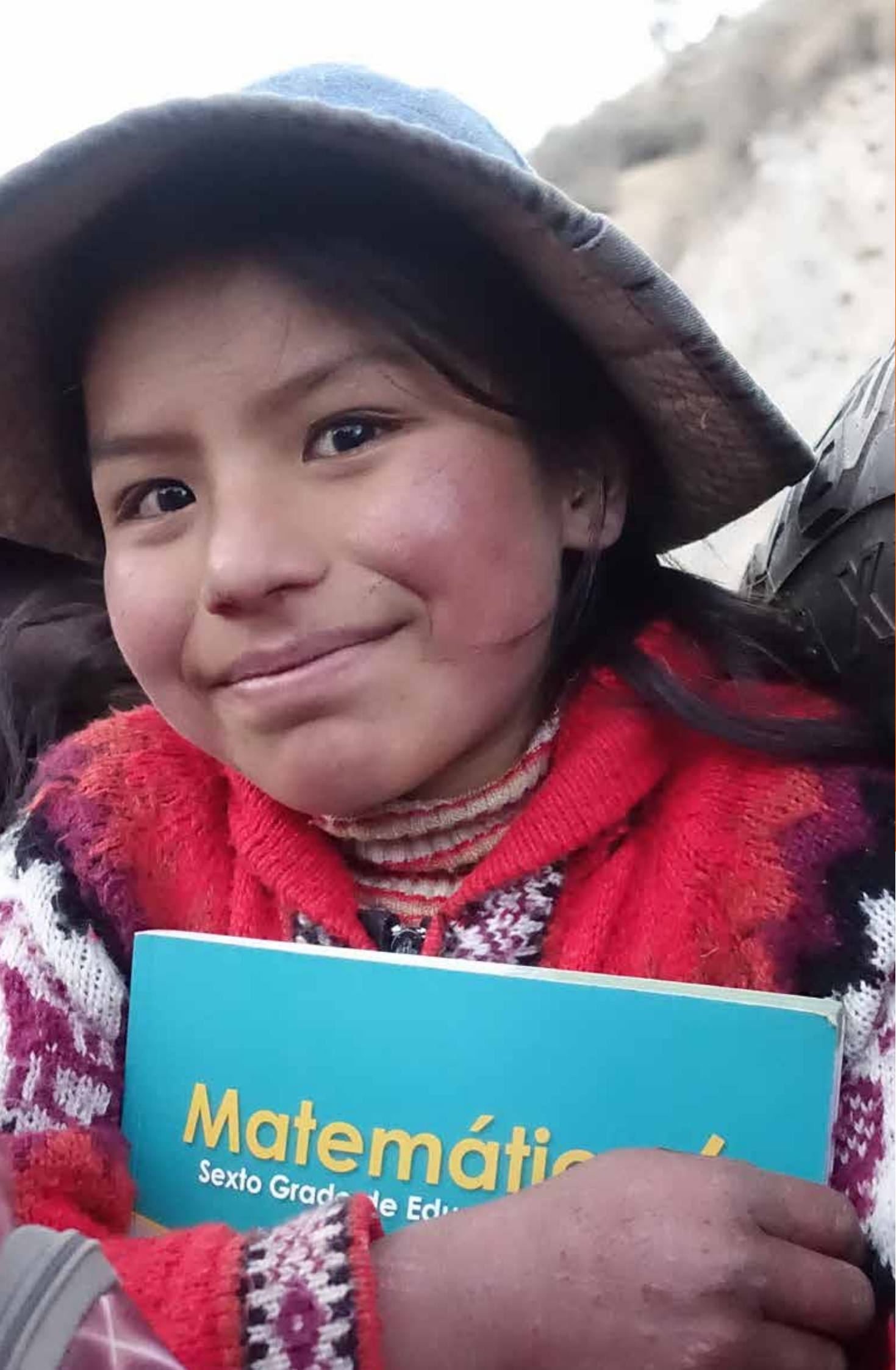
Le CCFD-Terre Solidaire et ses partenaires régionaux sahéliens ont décidé d'unir leurs forces pour obtenir, en Afrique, un renforcement et une application effective des cadres réglementaires existants (interdiction des pesticides les plus dangereux et retrait de ces produits du marché). Et, en Europe, l'interdiction des exportations des pesticides prohibés. La COPAGEN et le réseau INADES Formation vont mener des études sur la situation des pesticides dans la sous-région afin de mobiliser les populations et les instances décisionnaires au Sahel. En Europe, le CCFD-Terre Solidaire fera entendre leur voix dans les espaces de gouvernance internationale, auprès des décideurs européens et du grand public.



5

UN PROGRAMME APPRENANT AUX EFFETS MULTIPLES

L'évaluation externe de la première phase du programme (2018-2022) et les résultats issus des différents outils de suivi-évaluation permettent de confirmer certains acquis tangibles du TAPSA concernant le renforcement des partenaires et la structuration de la société civile.



Matemática

Sexto Grado de Educación

MULTIPLICATION ET DIFFUSION DES INITIATIVES EN FAVEUR DE LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE

La première phase de déploiement du programme a permis une multiplication des initiatives en faveur de systèmes alimentaires durables et territorialisés, leur diffusion à un plus grand nombre d'acteurs et sur un plus large territoire. La mobilisation des différentes forces sociales et politiques s'est également fortement renforcée.

CHIFFRES CLÉS

1 000 000

de personnes directement sensibilisées à l'agroécologie paysane, dont 41 % de femmes et 57 % de jeunes

50 000

exploitations agricoles familiales soutenues

320 000

personnes / jours de formation

30 000

hectares de terre bénéficiant de programmes de conservation, restauration ou gestion durable de la biodiversité

150

interpellations des autorités publiques par les partenaires

3 392

institutions et organisations bénéficiaires de renforcement de capacités

70

documents de positionnement élaborés et/ou commandités par les autorités locales, régionales et nationales faisant référence à l'agroécologie

Dans la deuxième phase du TAPSA (2022-2026), les partenaires ont fait évoluer leur stratégie d'intervention et programme d'action, après avoir identifiés, avec leurs membres, les facteurs de succès ou d'échecs de leurs initiatives ainsi que les principaux leviers et barrières au déploiement de l'agroécologie sur leur territoire. Ainsi, selon les contextes de chacun, est observé :

- Une plus grande concentration des activités au sein des territoires ;
- Une volonté d'investir davantage les arènes politiques comme au Sahel, ou de multiplier les expérimentations de nouvelles techniques productives, par exemple, dans les pays andins ;
- Le développement de cadres de concertation au niveau local mais aussi la volonté de renforcer les initiatives auprès de certaines cibles, notamment la jeunesse et les associations de consommateurs.

RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES EN GESTION DE PROJET

L'accompagnement méthodologique, administratif et financier a permis un réel renforcement des partenaires en gestion de projet. Cette montée en compétence constitue un apport considérable en termes d'organisation, d'autonomie et de capacité d'action collective.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'ANALYSE, D'ACTION ET D'INFLUENCE DES PARTENAIRES

La multiplication des initiatives et les actions de mises en relation à différentes échelles ont contribué à intégrer de nouveaux paramètres dans la grille de lecture des partenaires et à les ouvrir à une lecture plus systémique des enjeux. Les partenaires ont ainsi renforcé leur cœur d'expertise mais se sont également parfois investis dans de nouveaux domaines d'actions (exemple : gestion concertée des ressources naturelles) suite à l'analyse des enjeux de l'agroécologie paysanne sur leur territoire et à l'identification de certains verrous (fragilité des cadres de régulation sur l'utilisation des ressources).

Le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des partenaires, leur participation à différents espaces de concertation et la production de connaissances contribuent à rendre les partenaires plus visibles et légitimes. Ils sont davantage sollicités par différents acteurs privés et publics pour leur expertise.

STRUCTURATION DES SOCIÉTÉS CIVILES

Les mises en relation et l'organisation d'événements collectifs a permis de renforcer les réseaux et collectifs dédiés à l'agroécologie paysanne au sein des zones d'intervention et d'en créer de nouveaux lorsqu'ils faisaient défaut. À titre d'exemples : l'Observatoire Qawarisun « *Eau, agroécologie et souveraineté alimentaire* » dans les pays andins, le réseau des Organisations agroécologistes du Nord Kivu (ROAE/NK) en République démocratique du Congo ou encore le Comité pour la consolidation de la réforme agraire au Timor. Ces espaces sont fondamentaux pour favoriser les apprentissages, l'action collective et pour gagner en visibilité et influence au sein de l'espace public.

Lors de la deuxième phase du programme, le renforcement des acteurs, réseaux et collectifs dédiés à l'agroécologie est approfondi. La principale innovation de la deuxième phase tient dans le développement significatif des échanges entre acteurs des sociétés civiles des Suds et acteurs situés en France, dans une perspective d'efforts conjoints et réciproque d'éducation à la citoyenneté internationale, de mobilisation citoyenne et de plaidoyer.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE SUIVI-ÉVALUATION

La première phase du programme a permis au CCFD-Terre Solidaire de concevoir et d'expérimenter sur plusieurs territoires une méthode d'évaluation de type « *approche orientée changements* ». Cette méthode, développée avec l'appui de deux bureaux d'études – Développement, Expertise, Formation et Ingénierie pour le Sud de l'Institut Agro Montpellier et *Agrarian System Consulting* – est centrée sur le renforcement des acteurs, la mise à l'épreuve des logiques d'intervention et la caractérisation de leurs effets.

Cette méthodologie propice au dialogue stratégique, à l'apprentissage et à la mise en évidence des effets obtenus est *déployée auprès d'une dizaine d'autres partenaires lors de la deuxième phase*.

Le CCFD-Terre Solidaire agit aux côtés des populations les plus vulnérables contre toutes les formes d'injustices, et en premier lieu, celle de souffrir de la faim.

Régler le problème de la faim est un préalable à la résolution de toutes les autres injustices telles que l'accès à l'éducation, à la santé, la pauvreté...

Notre action soutient toutes les femmes et tous les hommes qui en ont besoin, sans distinction de religion ou de spiritualité.

Notre action passe par le soutien à des associations partenaires locales, car ce sont elles qui détiennent les solutions adaptées aux réalités de leurs territoires. Ainsi, nous ne faisons jamais « à la place de » mais « avec eux ».



**TERRE
SOLIDAIRE**